



HAL
open science

Chapitre 4 Évoquer le conflit sans les acteurs armés. Figures de l'ennemi et de l'État au Guatemala

Clara Duterme

► **To cite this version:**

Clara Duterme. Chapitre 4 Évoquer le conflit sans les acteurs armés. Figures de l'ennemi et de l'État au Guatemala. Mauvais sujets dans Amériques, 2016. halshs-03010005

HAL Id: halshs-03010005

<https://shs.hal.science/halshs-03010005>

Submitted on 17 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre 4

Évoquer le conflit sans les acteurs armés. Figures de l'ennemi et de l'État au Guatemala

Clara DUTERME

La Violencia vivencialmente constituía para aquellos habitantes, de todas las capas sociales, un gran Sujeto, personificado, activo, creador de acontecimientos – dolorosos –, en síntesis, devastador. « La Violencia nos mató un hermano, nos mató el padre », « La Violencia nos quemó la casa, nos quitó la tierra », [...] Hoy, [...] el término globalizador de La Violencia tiene la virtud de permitir recordar la historia sin atribuir responsabilidades y, claro está, sin explicarla, a no ser bajo el esquema simplificado en donde sólo se trata de los efectos de la única y grande Causa¹.

C. M. Ortiz Sarmiento, 1985, p. 22-23.

La période des trente-six années d'affrontements qui ont opposés l'armée nationale et les mouvements de guérilla d'obédience marxiste ou maoïste au Guatemala² est généralement qualifiée de « conflit armé interne » (*conflicto armado interno*). Pour évoquer cette période, les habitants du pays disent parfois simplement « *la guerra* » (la guerre), ou encore « *la violencia* » (la violence) ; deux termes évocateurs, qui soulignent l'extrême brutalité des événements. L'expression « *la violencia* », en particulier, fait référence à la période la plus sanglante du conflit, celle durant laquelle l'armée a appliqué une politique de terre brûlée, massacrant les populations civiles en grand nombre par crainte de les voir rejoindre la guérilla. L'appellation de conflit armé interne, plutôt que de guerre civile, est chargée de sens. Du point de vue des gouvernements dictatoriaux successifs, les actions militaires relevaient de

¹ « [En Colombie], *La Violencia* constitue pour ces habitants de toutes catégories sociales, un grand Sujet, personnifié, actif, créateur d'évènements - douloureux, en un mot devastateur. "La Violence nous a tué un frère, nous a tué notre père". "La Violence a brûlé notre maison, nous a pris notre terre,..." [...] Aujourd'hui, le terme globalisant de *La Violencia* semble avoir la vertu d'autoriser à se souvenir de l'histoire sans attribuer de responsabilité et, bien sûr, sans rien expliquer ; si ce n'est à travers le schéma simplificateur de la causalité, où l'on ne traite que des effets de l'unique et grande Cause. ».

² Cet intervalle de trente-six ans englobe la période entre 1960 (date de l'émergence des premiers mouvements de guérilla) et 1996, (année où fut signée la paix « ferme et durable » qui mettait officiellement fin au conflit).

la lutte antisubversive contre des groupes armés utilisant des tactiques de guérilla et cherchant à endoctriner la population. Pour les organisations de défense des droits humains impliquées dans le processus de paix, le conflit a surtout été marqué par la violente répression dirigée contre les populations civiles indigènes, soupçonnées par l'armée de sympathie pour les révolutionnaires³. La question de savoir quel était le degré réel d'adhésion du « peuple » à la lutte révolutionnaire a fait l'objet de nombreux débats dans les mondes académique et politique⁴. Nous ne nous y attarderons pas ici. Rappelons simplement que, des deux côtés, la lutte a eu une dimension idéologique aussi bien que tactique. Résultant donc moins d'affrontements massifs entre groupes armés que d'exactions, condamnées par les défenseurs des droits humains, le bilan final en terme de nombre de morts est très lourd : 200 000 victimes, dont une majorité de « populations civiles ». Parmi les civils, 90% des morts appartenant à la population indigène rurale. L'objet de notre analyse sera ici d'interroger les représentations et les constructions locales du sens des violences vécues, passées et présentes, à partir d'un discours très spécifique : celui de femmes de la région Ixil qui se désignent elles-mêmes comme « veuves du conflit ».

Un conflit armé *interne* engage d'une manière particulière la désignation de l'ennemi. Il s'agit de combattre, que ce soit militairement ou idéologiquement, des adversaires qui, dans la situation guatémaltèque, n'étaient pas forcément faciles à identifier. Les années de conflit ont été fortement marquées par les incertitudes, la confusion, la méfiance et la complexité, en particulier dans les zones rurales visées par de virulentes politiques contre-insurrectionnelles. Comment s'assurer, à la vue d'un groupe d'hommes armés, portant des uniformes très semblables, s'ils sont guérilleros ou militaires ? Comment le pouvoir en place identifiait-il les « subversifs » au sein de la population ? Où trace-t-on la limite entre civils et combattants dès lors que les militaires enjoignent les villageois à former des « patrouilles d'autodéfense civiles » ? Comment distinguer un guérillero – ou un informateur de l'armée – d'un simple voisin ? Le terme « guerre civile » est une qualification dont l'emploi est souvent évité⁵ et cet évitement souligne la complexité d'une situation de « guerre » qui sort du contexte de l'affrontement entre deux opposants militaires. Dans le cas du *conflit armé interne* guatémaltèque, la majorité des morts ne l'a pas été dans le cadre d'affrontement entre deux groupes armés en uniforme, mais plutôt dans le cadre d'actions répressives ou de « disparitions ». C'est la place des civils qui pose question ;

³ Les exactions commises dans le cadre des politiques répressives ont été relevées par deux commissions successives, qui ont attribué 95% des violations des droits humains à l'armée et 3% à la guérilla (les 2% restant correspondent à des violences dont les responsables ne sont pas identifiés). Concernant le travail des commissions de la vérité et la vision de l'indigène « subversif » on pourra avec profit consulter Silvia Rodríguez Maseo (2010).

⁴ On peut, entre autre, se reporter aux travaux de David Stoll (1993 et 1999) et aux réactions qu'ils ont suscitées, dont Sanford (1999), Arias (dir.) (2001), ainsi qu'à l'ouvrage de Sáenz de Tejada (2004).

⁵ « Il y a une résistance diffuse à reconnaître que beaucoup de conflits armés sont des guerres civiles et en ont le caractère. Cette résistance se révèle déjà dans le fait que la définition est universellement acceptée et employée presque exclusivement dans les cas où le conflit prend des formes martiales évidentes, c'est-à-dire celles où la belligérance entre citoyens d'un même État se manifeste dans les formes traditionnelles des guerres entre États, avec de véritables armées, avec des soldats qui portent des uniformes différents, qui se battent sur des véritables fronts, etc. », (Martin, 1994, p. 20).

quelle place pour des acteurs « neutres » et comment les distinguer des protagonistes dans un conflit qui touche l'ensemble de la société ?

La région Ixil, dans le département de El Quiché, au nord du pays, est emblématique du conflit armé : désignée comme un foyer de subversion, devenue un objectif militaire prioritaire, elle est par la suite constituée en symbole des exactions perpétrées à l'encontre des populations civiles indigènes, dénoncées dans les rapports des deux Commissions de la Vérité⁶. Aujourd'hui, cette région accueille bon nombre d'institutions et d'organisations internationales qui travaillent autour de la mémoire locale des violences passées.

Depuis la seconde moitié du XX^e siècle, la question de la « mémoire historique », étroitement associée à l'idée des mémoires collectives locales, occupe une place particulière dans les situations post-conflit, où elle apparaît comme un enjeu de la réconciliation nationale. Dans le cadre de programmes de sortie de conflit élaborés sur des modèles internationalisés, l'injonction à se souvenir est pensée comme un dispositif pour se prémunir du retour de la violence (Lefranc, 2006). La parole (publique) des victimes se trouve alors au centre d'un dispositif mémoriel encadré par des acteurs institutionnels et des acteurs de la communauté internationale. Dans la région Ixil, les populations identifiées comme victimes ont été, et sont encore, sollicitées pour dire leur histoire par des acteurs variés : chercheurs, membres d'organisations de droits humains ou des Commissions de la Vérité, fonctionnaires de l'État chargés du programme de dédommagement. L'accumulation et la publication de témoignages contribuent à construire ce lieu comme un espace symbolique de la mémoire de la violence du conflit armé. Un certain nombre de touristes et de visiteurs étrangers désireux d'entendre l'histoire du conflit « de la bouche de ceux qui l'ont vécu ». À la périphérie du travail mémoriel mené par les associations et les ONG, un certain nombre de groupes organisés et de familles locales reçoivent ces visiteurs.

Nous allons nous intéresser ici à ces discours « touristiques » sur le passé à travers les témoignages de trois femmes appartenant à un groupe de veuves du conflit. Organisées en coopérative, ces femmes ont mis en place un micro-circuit de tourisme culturel qui accueille des touristes étrangers⁷. Les projets touristiques sont un espace de construction mémorielle ambigu. Les discours y ont la réputation d'être dépolitisés, « marchandisés » (Bilbija et Payne, 2011), curieusement consensuels, dans un contexte national politiquement très tendu. En effet, au Guatemala les violences passées sont encore au centre de nombreux discours politiques et militants, réclamant

⁶ Celles-ci furent menées d'abord par une commission mandatée par l'Église catholique, qui publia un premier rapport en 1998, intitulé *Guatemala, nunca más*, dont les conclusions sont largement reprises par le rapport publié un an plus tard par la Commission de la Vérité constituée à la suite des accords d'Oslo (*Guatemala, memoria del silencio*). La région Ixil occupe également une place spécifique – sur le plan juridique – dans la qualification du conflit guatémaltèque comme génocidaire. Toutefois, la question de la perception ou reconnaissance de la violence contre les Ixils comme un génocide n'ayant pas du tout été abordée par, ni avec, les personnes rencontrées ici, nous ne pouvons développer cet aspect.

⁷ Les analyses présentées ici sont élaborées à partir d'une enquête ethnographique menée dans la région Ixil entre 2008 et 2010, dans le cadre de ma thèse de doctorat.

justice, réparation ou prêchant l'oubli⁸. Il n'y a pas de réel consensus autour d'une « mémoire historique » nationale du conflit. On assiste au contraire à la coexistence ou la confrontation de mémoires, qui se donnent à entendre de différentes façons. Cependant, on aurait tort de considérer cette parole énoncée dans le cadre touristique comme un simple « récit pour touriste » par trop éloigné d'un témoignage authentique sur la violence passée. Le fait de s'inscrire dans un projet économique – en se revendiquant de l'industrie touristique – permet de se démarquer des positionnements et rhétoriques militantes. Il ne s'agit ni de revendiquer ni d'accuser, mais de « *ganarse la vida* » (gagner sa vie) en accueillant des étrangers prêts à payer pour entendre une histoire. Alors que l'engagement politique est souvent suspect, la nécessité de gagner de quoi manger s'inscrit dans un registre très légitime.

Ainsi, produits dans un contexte touristique, les témoignages de ces femmes se distinguent du champ du discours politique ou militant⁹ auquel elles ne souhaitent pas être associées. Il nous semble intéressant d'examiner leurs récits, dans ce qu'ils énoncent et ce qu'ils passent sous silence, et de montrer comment ils donnent finalement à voir les ambiguïtés des catégorisations des acteurs du conflit et permettent aux femmes de dire une mémoire qu'elles n'auraient pas forcément exprimée ailleurs. Nous chercherons à montrer les enjeux d'une énonciation de témoignage marquée par l'absence des « mauvais sujets » – ici les perpétrateurs et responsables de « la Violence ».

Rassemblant des femmes indigènes, rurales et pauvres, le groupe de veuves du conflit s'inscrit clairement du côté de la *victime innocente*. La figure de la victime innocente renvoie aux catégorisations des acteurs de la communauté internationale et des organisations de droits humains. Ce modèle de représentation s'est largement imposé, sur les plans symbolique et juridique, au cours du processus de paix. Le travail de (re)construction mémorielle qui a eu lieu au moment du processus de paix va de pair avec une (re)catégorisation des acteurs du conflit, opposant en particulier le pouvoir militaire aux populations civiles victimes de la violence. Les femmes de la coopérative s'inscrivent dans cette catégorie tant dans la grille de lecture des visiteurs étrangers (Américains, Européens, Israéliens), clients du circuit, que dans celle des ONG d'aide aux victimes qui se sont massivement installées au Guatemala dans la période qui a suivi la violence.

Cependant, si l'identification des veuves ixiles à des victimes ne soulève pas de doute, le discours produit par elle – à travers ce qu'il dit mais aussi ce qui est passé sous silence – laisse entrevoir toute la difficulté qu'il y a à désigner de façon tranchée qui est « ennemi » ou pas, « coupable » ou non. L'inscription dans un contexte touristique marchand ouvre un espace de parole sur le passé violent, où l'absence de dénonciation, ou la « non-politisation » reflète cependant « en creux » la complexité du rapport au passé et les ambiguïtés de la relation actuelle au politique.

⁸ Sur la question des discours valorisant l'oubli et le « pardon » dans le cadre des églises évangéliques, voir l'analyse de J. Jailey Philpot-Munson sur la ville de Nebaj, dans la région Ixil, dans Little et Smith (2009).

⁹ Il existe au Guatemala, dans la région Ixil et ailleurs, des associations de victimes, y compris des associations de veuves comme CONAVIGUA, qui rassemblent des femmes qui portent des revendications clairement positionnées dans le champ politique. Il ne s'agit pas ici d'opposer ces deux types de discours, mais de s'intéresser aux spécificités d'une parole *a priori* « a-politique » énoncée dans un cadre marchand.

Récits touristiques du conflit armé interne

Le circuit touristique dont il est question se situe à San Juan Cotzal, chef-lieu d'un des trois *municipios*¹⁰ de la région Ixil. Le *municipio* de Cotzal compte environ 20 000 habitants, dont un peu moins de la moitié vivant dans l'agglomération. Il s'agit d'une région rurale et très majoritairement indigène¹¹. Le circuit du Cotzal ressemble à quantité d'autres circuits touristiques locaux existant au Guatemala. Ces projets sont mis en place par des individus ou des groupes organisés, pour générer un revenu complémentaire. Ici, c'est une coopérative de tisserandes « veuves du conflit armé » qui a mis en place – avec très peu de moyens – un micro-circuit de tourisme culturel. Les visiteurs, accompagnés d'un guide, parcourent le village et rencontrent tour à tour des membres de la coopérative, qui les reçoivent chez elles. Le parcours est organisé autour de cinq étapes, chacune visant à faire connaître aux visiteurs un élément de la vie locale. La première étape est celle du témoignage sur le conflit armé, qui constitue un élément important de l'identité collective et de la « carte de visite touristique » du groupe. À l'origine de la coopérative, en effet, il y avait un projet d'aide économique destiné aux veuves du conflit, mené par la paroisse locale dans les années 1980, au sortir de la période la plus brutale du conflit. Le groupe de femmes qui s'est formé pour produire et vendre de l'artisanat textile a perduré après que l'Église a cessé de le soutenir. Il s'est ensuite constitué en coopérative au milieu des années 2000. Le projet touristique a vu le jour peu après, sans financement extérieur et à l'initiative d'un jeune homme du village, qui a le premier établi des contacts avec les visiteurs étrangers. S'inscrivant dans la logique du tourisme solidaire et communautaire, les femmes accueillent les visiteurs – peu nombreux – dans leur propre maison.

« Así vino la violencia », c'est ainsi que la violence est arrivée...

C'est l'une des doyennes du groupe, *doña Alma*¹², qui a été choisie pour dire l'histoire de « *la violencia* ». L'histoire du conflit armé rejoint sa propre histoire ou, plus exactement, le récit annoncé comme un témoignage sur ces années de guerre s'efface devant un récit de vie, qui trouve sa cohérence dans son déroulement chronologique. *Doña Alma* parle en ixil. Le guide qui accompagne les visiteurs traduit pour eux en espagnol¹³.

¹⁰ Division administrative territoriale sous l'autorité du maire.

¹¹ 97% de la population sont des locuteurs maya ixil, selon le recensement de 2002.

¹² Les noms des membres du circuit ont été modifiés. Je conserve l'usage local des titres de civilité : le terme « *doña* », qui s'applique théoriquement aux femmes mariées, est utilisé de manière respectueuse pour nommer les femmes les plus âgées (à partir de 55-60 ans au Guatemala), alors que les jeunes femmes, même mariées et mères de famille, sont appelées par le prénom uniquement. Dans le contexte de la coopérative, la place de « doyenne » se double souvent du statut de veuve. Le cas de *doña Alma* est particulier, puisqu'elle n'était pas mariée au moment du conflit et vit aujourd'hui seule et sans enfants.

¹³ Les extraits présentés ci-après sont issus d'enregistrements réalisés au cours du terrain. Si le récit de *doña Alma* connaît des variations, la trame reste très proche de ce qui est présenté ici et la traduction à l'espagnol tend à être plutôt littérale, le guide intervenant essentiellement en guidant le récit par des questions lorsqu'il lui semble que la narratrice s'éloigne du schéma habituel.

Doña Alma débute son récit en évoquant la façon dont sa mère lui a appris à tisser et à broder les traditionnels vêtements colorés des femmes. Elle décrit ensuite le travail saisonnier dans les plantations de café où elle descend deux mois par an pour gagner de l'argent avec sa famille, plus ou moins au moment de l'adolescence ; son premier mariage, à dix-huit ans, avec un homme qui la traite mal et qu'elle quitte, puis son second mariage avec un homme qui boit et qui la bat. Elle affirme avoir décidé à ce moment de ne plus se remarier et de travailler pour gagner sa vie. Lorsqu'on en vient aux années de guerre, elle dit : « *Después de un tiempo, verdad, comenzó la guerra* » (après un certain temps, la guerre a commencé). La structure narrative se modifie alors. *Doña Alma*, qui jusque-là, tenait le rôle de conteur et de personnage principal, disparaît complètement. On saura peu de choses sur ce qu'elle-même a fait pendant la guerre. Les acteurs individuels s'effacent pour laisser place à des catégories floues ou des pronoms personnels : *ils, eux*. C'est le guide qui traduit du ixil en espagnol les propos de *doña Alma* :

Ainsi, la guerre a commencé. Et [*doña Alma*] n'a plus été aux plantations, elle est restée dans sa maison. La guerre a commencé, c'était entre des politiciens locaux. Un leader voulait continuer [rester au pouvoir] à la mairie. Et l'autre groupe disait : non, non, non. Celui qui était au pouvoir, à la mairie, fait une liste de noms et dit qu'ils sont des guérilleros. Plus de mille noms, et il l'envoie à l'armée. Signée. « Ceux-là sont des guérilleros, vous pouvez aller les chercher ». C'est ainsi que la guerre a commencé. Ils sont venus. Et ils lui ont dit : « Ah très bien. Tu as signé [cette dénonciation], tu vas le regretter, [...] parce que nous allons chercher l'armée ».

Cette description du début de *la violencia* aborde donc la question des premiers contacts avec les militaires, leur intervention étant expliquée par des conflits internes, entre des *leaders* locaux qui s'affrontaient pour le pouvoir politique municipal. Cette présentation des faits trouve un écho dans la description de David Stoll, qui évoque rapidement la question de la violence à Cotzal dans son ouvrage *Between Two Armies in the Ixil Towns of Guatemala* :

The town hall was given to bitter struggles between Ixil factions, who eventually called in guerrillas and soldiers to eliminate each other (Stoll, 1993 : 11).

Dans le récit cité plus haut, toutefois, il s'agit moins d'en appeler à l'armée et à la guérilla pour s'éliminer l'un l'autre, que de mettre en évidence le lien entre l'irruption de la violence et les oppositions politiques locales, qui s'inscrivent dans un climat national de suspicion et de traque des subversifs. Par *envidia* (jalousie, rivalité), et pour s'emparer du pouvoir, les membres d'une faction dénoncent leurs adversaires politiques à l'armée. Par la suite, les individus désignés comme guérilleros (que l'on a du mal à identifier, puisque les *leaders* s'accusent les uns les autres) fuient dans la montagne, et demandent de l'aide au village pour la nourriture. L'armée entend dire que le village est « organisé » et arrive, massivement cette fois. Le récit continue, énumérant les conséquences locales du conflit : les privations (manque de nourriture, interdiction de faire du feu), les morts et la suspicion qui interdit aux hommes de récupérer les cadavres, abandonnés dans les rues, parce que celui qui s'identifiait comme

parent ou ami de guérillero pouvait être à son tour accusé. C'était aux femmes d'aller chercher les cadavres, qu'elles ne pouvaient pas ouvertement pleurer, pour la même raison. Les responsables de la violence, et les relations de causalité restent vagues. On ne dit pas qui tue, ou qui se fait tuer. C'est d'abord un constat de malheur. Il s'inscrit dans le contexte global de ce que Didier Fassin décrit comme le « gouvernement humanitaire », où le discours acceptable est un discours victimisant, la souffrance des victimes leur donnant droit à être entendues, reconnues et aidées (Fassin, 2010). La figure de la victime du conflit armé a été reconnue officiellement au Guatemala, avec la mise en place d'un programme de dédommagement des victimes, instauré au moment des accords de paix dans les années 1990 (bien qu'il ne soit pas réellement mis en application avant les années 2000).

À l'écoute du récit de *doña* Alma, on constate que le moment de *la violencia*, la « grande violence », s'inscrit de fait dans une continuité de violences banales, normalisées (Bourgeois, 2012) qui émaillent tout le parcours de vie de cette femme. La pauvreté, la discrimination et la violence domestique apparaissent aussi dans le récit, à travers la description du travail dans les plantations, les mauvais traitements subis, la difficulté en tant que femme de faire le choix de quitter ces hommes violents, qui l'entraînent dans une grande précarité économique. L'identification à la figure de la « victime innocente » participe d'une rhétorique portée par les associations de défense des droits de l'Homme et les associations humanitaires. Le groupe de veuves de la coopérative correspond parfaitement aux critères de la victime aux yeux des acteurs associatifs de l'aide internationale. On l'a signalé, c'est d'ailleurs ainsi qu'il s'est constitué au départ, grâce à des fonds gérés par l'Église catholique. Les catégories de l'aide au développement, dans le contexte post-conflit, privilégient les victimes par excellence : les femmes (non-combattantes), veuves, pauvres et indigènes. Comme le souligne Karine Vanthuyne, l'identification à la figure de la victime est maniée par les populations locales, en particulier dans leurs relations avec les acteurs associatifs, ce qui leur permet d'accéder aux ressources d'aide détenues par ceux-ci (Vanthuyne, 2011).

Victimes « du conflit armé »

Une autre membre de la coopérative, *doña* Candelaria, décrit les années de guerre d'un point de vue beaucoup plus personnel. *Doña* Candelaria participe également au circuit touristique. Elle n'est pas chargée de raconter l'histoire, mais il lui arrive de le faire de son propre chef, ou de remplacer *doña* Alma quand celle-ci n'est pas disponible et évoque souvent pour les visiteurs sa propre histoire, qui vient compléter celle de Alma¹⁴. Elle entame son récit directement à l'époque de *la violencia*, décrivant l'enlèvement et l'assassinat de son frère, Miguel : « En 1980, un jour ils sont venus chez moi pour prévenir mon frère : *Miguel, vamos, vamos, vienen los soldados !* (Miguel, partons, viens avec nous, les soldats arrivent) ». Il refuse pourtant de quitter la maison. Peu de temps après, en effet, des hommes en armes arrivent. Ils emmènent Miguel, qu'ils tueront par la suite, ainsi que son plus jeune frère, qui sera témoin de

¹⁴ Toutefois, la transcription que je reprends ici est basée sur un entretien réalisé avec elle. Le récit qu'elle fit à cette occasion reprend les éléments de son passé qu'elle évoque pour les visiteurs.

la scène. Qui sont ces hommes en armes ? Le récit de *doña* Candelaria laisse planer le doute : « *Vienen los soldados. Soldados o guerrilleros, saber* » (les soldats arrivent. Soldats ou guérilleros, qui sait ?).

La mort de Miguel marque, pour elle, le début de cette période de violence. Elle poursuit, en retraçant la litanie des morts : ses frères, son cousin, son premier époux en 1981, puis son second époux en 1986. Le schéma est toujours le même : un parent, un ami, vient annoncer : « il est mort ». Il n'y a jamais d'explication (pourquoi est-il mort ?) ou de coupable clairement identifié (qui l'a tué ?) La seule réponse lorsque la question lui est posée, par moi ou les visiteurs, est « *Saber. Solo Dios sabe...* » (Qui peut savoir ? Dieu seul le sait).

Les récits de *doña* Alma et de *doña* Candelaria sont marqués par l'absence des protagonistes de la violence, ou au moins, l'ambiguïté quant à leur désignation. Ce flou souligne la difficulté à identifier qui est qui, dans un contexte où les protagonistes eux-mêmes jouaient parfois de cette confusion¹⁵. Le caractère imprécis des informations données renvoie également à la difficulté à identifier des catégories d'acteurs clairement définies, moralement hiérarchisées et qui vaudraient pour tous. Contrairement à ce qui s'est passé au Pérou¹⁶, l'État guatémaltèque n'a pas réussi à imposer une lecture homogène de l'histoire du conflit armé ; les catégorisations qui prédominaient dans le discours politique national au moment du conflit, opposant l'armée nationale, défendant la patrie, aux « terroristes » guérilleros n'ont plus valeur de référence absolue. Les discours de réconciliation et de reconstruction nationale, portés par la communauté internationale, mobilisent aujourd'hui la figure de la « victime innocente », indigène et civile. Cette grille de lecture correspond à un discours consensuel de (re)construction nationale post-conflit, promouvant la mise en place d'une Nation démocratique et multiculturelle.

Les récits du conflit faits par les veuves de Cotzal, y compris dans le cadre touristique, comportent un certain nombre de références ambiguës et de silences, qui laissent entrevoir la complexité de l'expérience de *la violencia*. La plupart du temps, ces ambiguïtés sous-jacentes passent inaperçues des touristes. Femmes, indigènes, rurales et pauvres, ces femmes correspondent parfaitement à l'image de la victime innocente. La question qui n'est pas posée – parce que la réponse est évidente ? – est : victime de qui et de quoi ? Situé dans un lieu peu accessible, à l'intérieur d'une région reculée, le circuit est fréquenté par une catégorie spécifique de visiteurs, qui voyagent par leurs propres moyens, maîtrisent bien l'espagnol et ont un intérêt particulier pour l'histoire du pays, associé à un fort désir de solidarité avec les victimes du conflit. Ils ont souvent lu des ouvrages spécialisés, ou le témoignage de Rigoberta Menchú¹⁷ –

¹⁵ Les Commissions de la Vérité, ont relaté des cas de massacres commis par des militaires qui cherchaient sciemment à se faire passer pour des guérilleros

¹⁶ Voir l'article de Dorothee Delacroix dans ce même ouvrage.

¹⁷ *Moi, Rigoberta Menchú*, le témoignage d'une jeune indigène guatémaltèque qui dénonce la discrimination dont sont victimes les Indiens au Guatemala et les violences de l'armée a été publié en français en 1983. Il a connu un succès fulgurant, et a été mis au programme de nombreuses universités américaines. Rigoberta Menchú a reçu le prix Nobel de la paix en 1992.

qui n'est pas sans similitude avec celui des veuves de Cotzal. Leur grille de lecture des événements tend à se calquer sur les catégorisations qui prévalent dans le Guatemala de l'après-conflit armé, qui se sont affirmées avec le processus de paix : c'est la condamnation internationale des violations des droits humains, dénoncées par la guérilla et les associations de solidarité internationales, qui obligea le gouvernement de l'époque (pourtant en position de force sur un plan militaire) à négocier la paix avec les dirigeants guérilleros. Le travail des anthropologues légistes, ainsi que l'analyse de la Commission de la Vérité mandatée par l'accord d'Oslo (1994), dénoncent la responsabilité écrasante des militaires dans les massacres, et soulignent combien la part de civils indigènes est importante parmi les victimes. La construction médiatique et discursive d'une figure de victime indigène (et femme) élabore – dans une certaine mesure – une vision ethnicisée (et genrée) du conflit guatémaltèque. Celui-ci apparaît comme ayant opposé les *ladinos* (non-indiens, ici assimilés aux dirigeants) aux indigènes (exploités). Cette vision dichotomique doit être nuancée. En effet, si les indigènes furent clairement les principales victimes, une partie des effectifs de l'armée était également composée d'Indiens. Comme le montre Manolo Vela Casteñeda, si le racisme n'était pas absent des relations internes à l'armée, la formation des recrues visait une certaine forme d'incorporation en marquant la distinction entre les « bons indigènes, loyaux à la nation », à l'inverse des indigènes « *engañados, traidores, comprometidos en el gran mal : la subversión*¹⁸ » (Vela Casteñeda, 2009, p. 105). D'autre part, comme on l'a souligné, l'une des stratégies de l'armée fut d'imposer aux civils un service – théoriquement volontaire – dans les PAC (patrouilles d'autodéfense civiles). La création des PAC s'inscrit dans une politique de militarisation de la population civile, visant à l'incorporer à la lutte antissubversive. La majorité des hommes adultes¹⁹ de la région Ixil se sont ainsi vu obligés à accompagner les militaires dans leurs actions contre la guérilla en intégrant ces patrouilles supposées « protéger le village ».

La condamnation, évidente et nécessaire, des militaires comme auteurs des exactions dans le discours des droits humains ne rend pas compte de toute la complexité des situations locales et en particulier de la situation complexe des populations indigènes vis-à-vis des pouvoirs politique et militaire, à l'époque de *la violencia*. Sans minimiser l'horreur des massacres et les effets de la politique de terreur, il est important de se pencher sur la pluralité des stratégies mises en œuvre par le pouvoir en place. Ainsi, les travaux de l'anthropologue Jennifer Schrimmer (2003) soulignent l'ambition de l'armée de gagner une partie de la population à sa cause à travers des politiques de développement (et une certaine dose d'endoctrinement idéologique). L'analyse de Finn Steputtat (2001) met en lumière le fait que l'armée a souvent été la première institution étatique « crédible » avec laquelle les villages, jusque-là très isolés, furent en contact. L'image des militaires, bien que rapidement associée à la violence, se différenciait de celle des forces de police et des politiciens locaux, largement touchés par la corruption et perçus comme peu efficaces pour répondre aux attentes de la population. Cette image ambiguë de l'armée persiste encore aujourd'hui

¹⁸ « trompés, traîtres, impliqués dans le grand mal : la subversion ».

¹⁹ L'engagement dans les PAC concernait en théorie les hommes entre 17 et 60 ans. En réalité, les patrouilles ont inclus des enfants plus jeunes et des hommes plus âgés, entre 1981 et 1996 (Sáenz de Tejada, 2004).

dans les régions rurales, où les militaires sont régulièrement appelés pour faire du maintien de l'ordre. Au moment du conflit armé, toutefois, l'objectif principal des militaires restait néanmoins d'« isoler et séparer la population civile de la guérilla, les forçant à faire un choix : eux ou nous²⁰ », créant ainsi un contexte où la neutralité n'avait pas de place.

La complexité de la situation induite par le conflit armé interne n'apparaît généralement pas dans le discours destiné aux touristes. Une écoute attentive du récit de *doña* Candelaria permet pourtant de questionner l'identité des acteurs *a priori* catégorisés par les auditeurs comme des « victimes innocentes ». Par exemple, il n'est pas immédiatement évident, à l'écoute de son témoignage, que son second époux, le père de sa fille, était un *patrullero* (membre des PAC) et un ex-militaire. Lors de notre discussion, elle m'en dit un peu plus sur sa disparition : comment il était parti un jour en mission et n'était pas rentré. Elle s'était alors rendue auprès du commandant du camp militaire pour savoir ce qu'il était devenu, mais sans recevoir de réponse. « *Peut-être que les guérilleros l'ont tué* » dit-elle, « *peut-être les patrulleros. Qui sait ?* ». Qui l'a tué ? Les militaires ou les PAC qui le soupçonnaient d'être un guérillero à cause de ses origines étrangères à la région²¹, ou bien les guérilleros, parce qu'il s'était aventuré sur leur territoire ? Qui sait ? « *No sabemos, no sabemos, así siempre pasan las cosas* » (Nous ne savons pas, nous ne savons pas. C'est toujours comme ça que ça se passe).

L'imprécision des termes et des pronoms utilisés, le fait de ne pas éclaircir certains points ambigus, sur lesquels les touristes évitent, par pudeur, de poser des questions, rend possible des « malentendus » avec les visiteurs. Les ambiguïtés qui ne sont pas levées laissent aux femmes qui témoignent une marge de manœuvre pour ne pas trop en dire, ou ne pas *tout* dire et conserver une certaine prudence dans l'énoncé de ce qui est un discours public, même s'il est à destination des étrangers. Cette prudence se traduit aussi par l'absence de positionnement du discours dans un cadre revendicatif ou militant.

La nécessité d'un discours consensuel, qui s'articule autour de la figure de la victime, répond par ailleurs à l'hétérogénéité du groupe. En effet, la coopérative rassemble des femmes qui ont des affiliations politiques différentes (selon les fluctuations des alliances politiques locales), des affiliations religieuses diverses et des parcours variés. En ce qui concerne la dimension religieuse, il faut noter que l'appartenance confessionnelle n'est pas sans conséquences dans le cadre des représentations liées au conflit armé, où les catholiques ont largement été associés aux guérilleros, alors que l'adhésion aux églises protestantes, évangéliques en particulier, marquait dans une certaine mesure la proximité avec l'armée et le pouvoir en place²². Enfin, bien que le groupe se présente comme rassemblant des « veuves du conflit », les réalités sociales des femmes qui le composent sont diverses. Dès lors que l'on se penche

²⁰ Cité par Schirmer, 2003, p. 67.

²¹ Candelaria a rencontré son second époux sur la côte, où elle était partie travailler aux plantations de café. Il n'était pas originaire de la région Ixil et ne parlait pas cette langue. Le fait de maîtriser l'espagnol pouvait être un motif supplémentaire de suspicion, celle-ci étant la « langue franche » des groupes guérilleros.

²² Voir l'article de Sylvie Pédrón-Colombani dans cet ouvrage.

sur les expériences individuelles, la complexité qui se cache derrière cette appellation simple apparaît. De qui ces femmes sont-elles les veuves ? Comme on l'a vu avec le cas de *doña* Candelaria, elles peuvent être des veuves « du conflit armé », c'est-à-dire des personnes dont l'époux a été tué au moment du conflit, et plus particulièrement de *la violencia*. Les touristes supposent la plupart du temps que ces femmes sont les veuves d'hommes accusés d'être des guérilleros et tués par l'armée, alors qu'ils étaient avant tout des paysans indigènes. Au vu de la complexité de la situation, on comprend qu'ils ont également pu être aussi des membres des PAC, voire des jeunes engagés dans l'armée. Ce groupe de « veuves du conflit armé », inclut donc des femmes seules, comme *doña* Alma, des veuves d'hommes accusés d'être des guérilleros, qui l'étaient ou non, des veuves de militaires, mais également des femmes dont le mari, encore en vie, n'assume pas le rôle qui est attendu de lui au sein du foyer – dépensant, par exemple, l'argent gagné en boisson, ou entretenant une autre famille. Nombre de femmes inscrites dans la coopérative sont trop jeunes pour avoir connu les années de *la violencia*. Elles ont intégré la coopérative plus récemment, souvent par cooptation de leur entourage familial. Ces femmes-là, cependant, ont vu leur histoire marquée par d'autres formes de violences : certaines connaissent des situations de violence domestique, d'autres ont perdu leur mari du fait de la violence actuelle, celle associée à la délinquance. Il est intéressant de s'arrêter un moment sur cette « nouvelle » violence, dans la mesure où elle s'inscrit pour beaucoup d'acteurs dans la continuité directe des violences passées et où elle suscite, elle aussi, des interrogations quant aux catégorisations des protagonistes.

La « nouvelle violence »

C'est le cas de María, la fille de *doña* Candelaria et de cet ex-militaire tué au cours du conflit. Lorsque les visiteurs se rendent chez *doña* Candelaria et écoutent son témoignage, il arrive régulièrement que María enchaîne, en évoquant sa propre histoire : son mari s'est fait tuer à la capitale, Guatemala Ciudad, où il travaillait comme garde de sécurité, la laissant veuve avec un enfant, tout comme sa mère avant elle.

Comme dans d'autres pays d'Amérique centrale, la part de la sécurité privée au Guatemala est extrêmement importante (Sieder, 2003). Les hommes politiques, les banques, les magasins et les hôtels de luxe ont tous leur garde armé. Le cessez-le-feu et la démobilisation des combattants du conflit n'ont pas mis fin à toute violence, bien au contraire. Les discours, rumeurs, sentiment d'anxiété et insécurité réelle – en particulier pour les femmes (voir par exemple Goldín et Rosenbaum, 2009) – sont omniprésents dans l'espace public. Les homicides et les autres crimes n'ont cessé d'augmenter dans les dernières années²³, mais cette nouvelle violence prend la forme de délits de droit commun et n'est pas qualifiée de guerre (Benson, Fischer et Thomas, 2008). La différence, toutefois, est que cette violence est pensée sur un autre mode, attribuée à un nouvel ennemi : les « *maras* », les *gangs* de jeunes urbains.

²³ Dans leur article, Peter Benson *et al.* signalent que le nombre de crimes enregistrés dans la ville de Guatemala a quasiment doublé entre 2001 et 2006, classant le pays à la seconde place mondiale après le Salvador concernant le niveau de dangerosité.

Les *gangs* relèvent à la fois d'une réalité objective et d'un discours explicatif et normatif de la violence, au Guatemala. L'imaginaire autour de la nouvelle violence se traduit dans les rumeurs autour de la présence de gangs et dans la représentation des individus dangereux²⁴. La figure du délinquant est celle du protagoniste de la violence actuelle, qui est donc pensée sur le mode individuel plutôt que collectif ; psychologique plutôt que politique. Les individus responsables de la violence sont décrits comme des « désaxés » ou des individus mauvais, asociaux, ayant des problèmes de drogue et mus par l'appât du gain. La figure du « *marero* », plutôt attachée au monde urbain ou *capitalino*, est aussi mobilisée en dehors de la capitale, dans les villes moyennes et dans le monde rural, comme le montrent les travaux de Peter Benson et Edward Fischer à Tecpán ou ceux de Jennifer Burrell dans le village de Todos Santos²⁵.

Contre cette « nouvelle violence », toutefois, on mobilise des dispositifs de lutte similaires à ceux du conflit armé. Comme par exemple, le fait de faire appel à l'armée en renfort d'une police jugée inefficace et peu digne de confiance, ce que signale Yvon Le Bot (1998 : 111-112) :

L'armée s'est repliée un temps dans les casernes, mais en raison de l'augmentation de nouvelles formes de violence et devant les lenteurs de la création d'un nouvel organe de police [...] elle en est ressortie pour participer à des opérations de sécurité publique, contre la délinquance ordinaire, le crime organisé et le narcotraffic.

Dans la région Ixil, Cotzal est décrit par les habitants comme un village ayant connu « *beaucoup de problèmes* » au cours des cinq dernières années, à cause des bandes de jeunes, qui avaient ramené de « mauvaises habitudes » de la capitale et rendu le lieu dangereux. « *Mais ils ont réglé ça depuis* ». En effet, lorsque j'y ai effectué mon terrain, Cotzal avait institué depuis quelques temps un couvre-feu et avait (re)mis en place une « commission municipale de sécurité citoyenne » qui présentait beaucoup de similitudes avec les anciennes patrouilles d'autodéfense civiles, et qui appliquait une « justice » locale – illégale au regard de la loi nationale. Ces mesures semblaient porter leurs fruits. Il n'y a eu que peu de morts violentes pendant la période où j'ai effectué mon terrain. Néanmoins, les morts brutales n'étaient pas totalement absentes. Les réactions suscitées par un événement sur le terrain – la découverte du corps d'un jeune homme criblé de balles – se sont révélées éclairantes. Tout d'abord, parce que, comme dans le discours sur le conflit armé, les raisons du meurtre et les coupables demeuraient flous. Personne parmi les membres de la coopérative ne semblait savoir, ni disposé à émettre d'hypothèse sur le *pourquoi*. Ensuite, parce que cette mort appelait le récit d'autres incidents, pour lesquels les acteurs locaux tendaient à nouveau à associer la violence passée et la violence actuelle. Cette mort suscita les récits du lynchage d'un jeune homme, ainsi que quantité de références qui restaient vagues aux « morts de *la violencia* ».

La violence actuelle est décrite dans les médias, et dans nombre de discours locaux, comme le fait d'acteurs isolés, autonomes, liés aux gangs et à la ville (ou à

²⁴ Voir l'article de Dennis Rodgers dans cet ouvrage sur la question des bandes en Amérique Centrale.

²⁵ Dans l'ouvrage édité par Walter Little et Timothy Smith (2009).

l'étranger, en particulier les États-Unis). Mais elle est aussi pensée en lien avec la violence passée, soit parce qu'elle est présentée comme son résultat (les jeunes seraient le produit d'une « culture de la violence »), soit parce que ces morts sont, dans une certaine mesure, intégrés dans un continuum de violence : « ça ne s'arrêtera jamais » remarque l'un des membres de la coopérative après le décès par balle. L'expérience des deux formes de violence (antisubversive et post-conflit) marque cependant la différence entre les générations des parents et des enfants. L'analyse de Jennifer Burrell souligne combien les discours sur la « nouvelle violence » et la réactivation de tactiques anciennes pour lutter contre elle doit se comprendre à la lumière des structures de pouvoir dans les communautés (Burrell, 2009). Le pouvoir coercitif dans une société démocratique repose en théorie entre les mains de l'État. Cependant, face à la faiblesse de l'État, les pouvoirs locaux (incarnés dans les autorités traditionnelles ou politiques, mais aussi les groupes armés relevant plus ou moins directement d'institutions légales) pèsent d'un poids singulier au Guatemala, en particulier dans les régions rurales.

La violencia et le politique

L'usage du terme « *La Violencia* », décrit par Ortiz dans le cas de la situation colombienne dans la citation en exergue, rejoint celui que l'on trouve dans les discours de mes interlocuteurs à Cotzal : la violence devient en quelque sorte un grand Sujet personnifié, derrière lequel les protagonistes s'effacent et qui autorise à se souvenir sans attribuer de responsabilités ni expliquer cette violence.

Le flou dans la désignation des protagonistes renvoie à la méfiance vis-à-vis du politique. Le discours qui se donne à voir dans le cadre du circuit, par son absence de désignation d'un coupable et l'ambiguïté du positionnement, qui laisse place à plusieurs interprétations possibles selon la grille de lecture de l'auditeur, apparaît comme « dépolitisé » ou plutôt, prudemment non-politisé. Plusieurs anthropologues ayant travaillé dans la région Ixil, notamment David Stoll et Victoria Sanford, se sont attardés sur la question du vocabulaire employé pour évoquer le passé violent. L'intérêt principal de se pencher sur ces désignations est qu'elles disent quelque chose du rapport des populations à l'État. Lors de son enquête à la fin des années 1980 à Nebaj, Stoll note que les habitants de la région, lorsqu'on les interroge sur ce qui s'est passé (pendant le conflit), répondent par de vagues références à *la situación* (la situation), *el problema* (le problème) ou *la bulla*²⁶ (Stoll, 1993 : 4). Victoria Sanford estime qu'en 1990, *la situación* est la façon de qualifier *la violencia* pour les personnes qui sont en train de vivre cette violence. Elle analyse le passage du terme « *la situación* » à « *la violencia* » comme une ouverture : « le passage d'un terme à l'autre reflète une transformation de l'espace de participation sociale et politique, un pas vers la liberté d'expression, peut-être limitée par son ambiguïté », le terme évacuant toute référence

²⁶ Ce dernier terme, que Stoll traduit par « *uproar* » évoque les troubles, le tapage et la confusion. L'équivalent le plus proche en français (quoique plus vulgaire) serait sans doute « le bordel ». Notons ici que, lors de mon travail de terrain en 2010, *la bulla* était employé pour évoquer l'agitation autour des élections présidentielles.

à la répression ou la responsabilité étatique dans la violence (Sanford, 2000 : 135, ma traduction).

En effet, la place historique des populations indigènes rurales face à l'État central guatémaltèque est marquée par l'exclusion, non seulement du pouvoir politique, mais également du plein statut de citoyen. Finn Steputtat souligne que les populations indigènes ont été historiquement exclues du monde politique guatémaltèque, avec lequel leurs liens se traduisaient par leur incorporation dans les réseaux clientélistes des élites. La période du conflit armé a été marquée, comme on l'a souligné, par la forte intervention étatique, sous la forme de la présence militaire engagée dans une lutte anti-subversive. La région Ixil, notamment en raison de son emplacement géographique et de sa population très majoritairement indigène, est identifiée comme un foyer de subversion. À cette époque, être suspecté d'un engagement « politique » était synonyme de danger. Les *leaders* sont particulièrement suspects, pas uniquement les *leaders* religieux catéchistes (voir l'article de Sylvie Pédrón-Colombani dans ce même volume), mais toutes les personnalités locales qui n'étaient pas clairement alliées à l'armée. Le vocabulaire employé est significatif : être désignés par le terme « organisés » (*organizados*) ou « politiques » équivaut à être désigné comme subversif :

In the late 1970's, when the army systematically began to prosecute community leaders, organizers, and other organic intellectuals, « politics » was a central element of the complex of labels used for identifying those who transgressed the boundaries. (Steputtat, 2001 : 304-305)

Le « politique » ainsi désigné par l'armée, c'est l'ennemi. Le danger d'être associé à la subversion et la prégnance des relations clientélistes ont laissé leur marque dans les régions touchées par le conflit, même si le contexte est différent aujourd'hui. L'engagement politique n'a pas de légitimité aux yeux des acteurs locaux, qui opposent le fait de s'impliquer en politique aux valeurs de sincérité, d'humilité et d'honnêteté. Les représentations locales dissocient ainsi ce qui relève du « politique », motivé par l'appât du gain et moralement suspect, à la nécessité qui incite à s'organiser pour survivre (Steputtat, 2001 : 305). La coopérative de femmes de Cotzal s'inscrit clairement et volontairement dans cette seconde catégorie. Les discours des membres sont marqués par une certaine prise de distance à l'égard de tout ce qu'elles considèrent comme relevant de la chose politique. Elles ne souhaitent pas s'y impliquer (« *meterse en la política* »). Il n'y a pas, dans leurs discours publics, de dénonciation à l'encontre de responsables désignés de la violence du conflit armé, pas plus d'ailleurs dans les discussions que j'ai pu avoir avec elles dans un cadre plus personnel. Cette distanciation ne se limite pas à la scène politique nationale et aux enjeux autour de la reconnaissance en tant que « victimes » du conflit armé, elle se marque aussi dans le refus des femmes du groupe d'exprimer une opinion politique quelconque, de laisser entendre qu'elles soutiendraient tel ou tel candidat lors des élections municipales, ou d'entrer dans des relations clientélistes²⁷.

²⁷ Ce refus d'entrer dans des relations clientélistes concerne la coopérative, en tant que groupe organisé. Individuellement, les membres sont susceptibles, bien sûr, d'être engagées dans des relations de proximité ou de clientélisme avec des membres des partis politiques locaux.

L'absence d'une réclamation de « justice » en tant que victime du conflit armé, qui apparaîtrait dans un discours de dénonciation de coupables ou se traduirait par des réclamations adressées à l'État, ne signifie pas que la réflexion politique soit absente. Cependant, elle reste en retrait dans le discours énoncé par les femmes, qui est avant tout une dénonciation du politique. On l'a vu, dans le récit de *doña Alma*, la cause de la violence est à chercher dans l'exercice du pouvoir politique. C'est la quête du pouvoir entre les politiciens locaux qui a enclenché la chaîne d'événements menant à la violence. Alors que le récit n'accuse ni les militaires, ni les guérilleros, *la violencia* est personnifiée, comme un protagoniste, qui interagit d'abord avec le politique et le pouvoir, maniée par des individus au pouvoir et s'exerçant contre d'autres soupçonnés d'être des « politiques ».

Conclusion

Ces exemples contribuent à montrer la difficulté à dire et à penser la mémoire du conflit armé et de la violence qu'il a produite, dans un contexte où la violence passée et la violence actuelle sont liées. La plupart des acteurs locaux ne tracent pas de frontière nette entre ces deux types de violence. Il y a donc pour eux une difficulté à s'exprimer sur la « mémoire » de violences qui n'apparaissent pas toujours clairement « passées » et par ailleurs cette absence de rupture amène un sentiment de danger toujours présent, qui s'articule étroitement à la représentation locale du politique. Dans leurs discours, les habitants tendent à énumérer les morts (ceux du passé et dans une certaine mesure, ceux du présent) sans accompagner cette énonciation d'une explication et sans identifier clairement de responsables présumés. Construire du sens à la violence, passée ou présente, en désigner des protagonistes réels et donner à entendre un discours où l'on se positionne comme acteur (potentiellement acteur politique) est perçu comme un exercice périlleux.

Les catégories proposées par les organisations internationales et locales qui participent au processus de paix et qui promeuvent une « récupération de la mémoire historique » ne correspondent pas forcément à celles des acteurs locaux. En particulier, l'image de la « victime innocente » est difficile à concilier avec un vécu complexe. Toutefois, les femmes ixiles du groupe de Cotzal participent à construire une présentation d'elles-mêmes comme « victimes », qui correspond, dans une large mesure, à des discours militants portés par d'autres acteurs, comme l'association de veuves CONAVIGUA, mais qui ne les recoupe pas complètement. L'inscription dans un cadre touristique permet, d'une certaine façon, de produire un discours « neutralisé » – au sens où, même s'il n'est pas « neutre » il tend à apparaître comme tel et parce qu'il se présente ainsi pour neutraliser le danger associé à un discours « politique ». Cette neutralisation tient au fait qu'il est destiné à des étrangers, ce qui permet de le justifier par la nécessité de gagner sa vie et ce qui constitue une rupture avec les discours qui s'affichent dans le cadre des actions des militants des droits humains. Toutefois, l'évocation de la violence politique passée est toujours porteuse d'un sens politique, même si celui-ci est euphémisé et s'inscrit dans un contexte où la relation des acteurs au monde et au pouvoir politique est empreinte de méfiance. Évoquer le

passé, c'est toujours se positionner par rapport aux acteurs que l'on identifie, porter un jugement, bref, se positionner comme acteur politique. Le flou dans la désignation des « mauvais sujets » ne signifie pas leur absence, ni l'absence de réflexion politisée de la part des locutrices, mais témoigne de la complexité de l'énonciation d'un discours publique sur des violences encore présentes non seulement dans les mémoires, mais dans le quotidien des individus.

Bibliographie

- Arias A., 2001. *The Rigoberta Menchú Controversy*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Benson P., Fischer E., Thomas K., 2008. « Resociolizing Suffering. Neoliberalism, Accusation, and the Sociopolitical Context of Guatemala's New Violence », *Latin American Perspectives*, vol. 36, issue 162, n° 5, p. 38-58.
- Benson P., Fischer E., 2009. « Neoliberal Violence. Social Suffering in Guatemala's Postwar Era », dans W. Little et T. J. Smith (éds), *Mayas in Postwar Guatemala. Harvest of Violence Revisited*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, p. 151-166.
- Bilbija K., Payne L. (éds), 2011. *Accounting for Violence. Marketing Memory in Latin America*, London-Durham, Duke University Press.
- Bourgois P., Corinne Hewlett (traduction), 2012. « Théoriser la violence en Amérique latine. Retour sur trente ans d'ethnographie », *L'Homme*, n° 203-204 (3), p. 139-168.
- Burrell J., 2009. « Intergenerational Conflict in the Postwar Era », dans W. Little et T. J. Smith (éds), *Maya in Postwar Guatemala, Harvest of Violence Revisited*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, p. 96-109.
- Fassin D., 2010. *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Paris, Gallimard.
- Goldin L. et Rosenbaum B., 2009. « Everyday Violence of Exclusion. Women in Precarious Neighborhoods of Guatemala City », dans W. Little et T. J. Smith (éds), *Mayas in Postwar Guatemala. Harvest of Violence Revisited*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, p. 67-95.
- Le Bot Y., 1998. « Le processus de paix au Guatemala », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 30, p. 107-123.
- Lefranc S. (dir.), 2006. *Après le conflit, la réconciliation ?*, Paris, Michel Houdiard Éditeur.
- Martin J.-C. (dir.), 1994. *La guerre civile entre Histoire et Mémoire*, Nantes, Ouest Édition.
- Ortiz Sarmiento C. M., 1985. *Estado y subversión en Colombia : La Violencia en el Quindío años 50*, Bogotá, CEREC.
- Philpot-Munson J. J., 2009. « Peace under Fire : Understanding Evangelical Resistance to the Peace Process in a Postwar Guatemala Town », dans W. Little, T. Smith, (éds), *Mayas in Postwar Guatemala. Harvest of Violence Revisited*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, p. 42-53.
- Rodríguez Maeso S., 2010. « Política del testimonio y reconocimiento en las comisiones de la verdad guatemalteca y peruana: En torno a la figura del « indio subversivo », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 88, p. 23-55.

- Sáenz de Tejada R., 2004. ¿Víctimas o vencedores? *Una aproximación al movimiento de los ex PAC*, Guatemala, FLACSO.
- Sanford V., 2000. « The Silencing of Maya Women from Mamá Maquín to Rigoberta Menchú », *Social Justice* (1), n° 27, p. 128-150.
- Sanford V., 1999. « Between Rigoberta Menchú and La Violencia. Deconstructing David Stoll's History of Guatemala », *Latin American Perspectives*, issue 109, vol. 26 (6), p. 38-46.
- Schirmer J., 2003. « Whose Testimony? Whose Truth? Where are the Armed Actors in the Stoll-Menchú Controversy? », *Human Rights Quarterly*, n° 25, p. 60-73.
- Sieder R., 2003. « Renegociando "la ley y el orden": reforma judicial y respuesta ciudadana en la Guatemala de posguerra », *América Latina Hoy*, vol. 35, p. 61-86.
- Stepputat F., 2001. « Urbanizing the countryside. Armed conflict, State formation, and the Politics of Place in Contemporary Guatemala », dans T. Hansen et F. Stepputat, *States of Imagination. Ethnographic Explorations of the Post-colonial State*, London-Durham, Duke University Press, p. 284-312.
- Stoll D., 1993. *Between Two Armies in the Ixil Towns of Guatemala*, New-York, Columbia University Press.
- Stoll D., 1999. *Rigoberta Menchú and the Story of All Poor Guatemalans*, Boulder, Colorado, Westview Press.
- Vanthuyne K., 2011. « L'anthropologie à l'épreuve des politiques du témoignage. De Rigoberta Menchú aux "victimes innocentes" du conflit armé interne guatémaltèque », *Ethnologie française*, vol. 41 (3), p. 453-463.
- Vela Casteneda M., 2009. « Memorias de los perpetradores. Reflexiones acerca de los usos de la historia oral en el estudio del genocidio guatemalteco » dans J. Lopèz García, S. Bastos et M. Camus (éds), *Guatemala, violencias desbordadas*, Córdoba, Universidad de Córdoba, p. 93-118.

